

L'Afrique face à l'impérialisme : bilan et perspectives

DIALLO Moussa

Assistant au Centre universitaire de Manga, (Burkina Faso)
assuomollaid@gmail.com

Résumé

Notre réflexion porte sur le thème suivant : « L'Afrique face à l'impérialisme : Bilan et perspectives ». Ce thème se justifie du fait que dans ses relations avec le reste du monde, l'Afrique a été et est jusque-là violente, dominée et exploitée (traite négrière, colonisation et néocolonialisme). Les luttes pour les indépendances ont abouti à des indépendances proclamées, formelles, pour ne pas dire confisquées. Après le combat des devanciers pour libérer l'Afrique de la domination et de l'exploitation coloniales, le moment est venu pour les générations actuelles et celles futures de se battre pour une libération totale de l'Afrique de la domination et de l'exploitation néocoloniales. Pour mener à bien notre réflexion, nous avons procédé à la formulation d'une problématique de recherche, puis à la recherche documentaire en vue de mieux cerner et analyser notre thème. Ce faisant nous nous sommes inspirés de l'analyse marxiste des relations internationales et de la théorie critique. Ce qui nous a permis de faire dialoguer différentes sciences humaines et sociales sur notre thème de recherche. Au bout du compte, nous sommes arrivés à la conclusion que c'est à la génération actuelle d'Africains que revient la tâche exaltante « de bâtir ses pyramides » et de propulser le continent au-devant de la scène internationale. Pour ce faire, il faudra dénoncer les accords léonins qui aliènent la souveraineté des États et des peuples africains. Outre cela, il revient aux générations actuelles et futures de renégocier de nouveaux accords de coopération sur les plans bilatéral et multilatéral avec les autres États du monde. C'est à ce prix et à ce prix seulement que l'Afrique cessera d'être dominée et deviendra un continent libre, souverain et respecté dans ses rapports avec le reste du monde.

Mots clés : Afrique, colonialisme, impérialisme, libération, néocolonialisme.

Abstract

Our reflection is on the following theme : " Africa and Imperialism : Assessment and Prospects". This theme is justified by the fact that in its relations with the rest of the world, Africa has been and still is violated, dominated and exploited (slave trade, colonisation and neo-colonialism). The struggles for independence have resulted in proclaimed, formal, not to say confiscated independence. After the struggle of our predecessors to liberate Africa from colonial domination and exploitation, the time has come for current and future generations to fight for the total liberation of Africa from neo-colonial domination and exploitation. In order to carry out our reflection,

we proceeded to formulate a research problem and then to carry out documentary research in order to better define and analyse our theme. In doing so we drew on Marxist analysis of international relations and critical theory. This allowed us to bring different humanities and social sciences into dialogue with our research topic. In the end, we came to the conclusion that it is the current generation of Africans who have the exciting task of building their pyramids' and bringing the continent to the forefront of the international scene. This will require the denunciation of the leonine agreements that alienate the sovereignty of African states and peoples. In addition, it is up to current and future generations to renegotiate new bilateral and multilateral cooperation agreements with other states in the world. Only then will Africa cease to be dominated and become a free, sovereign and respected continent in its relations with the rest of the world.

Keywords : Africa, colonialism, imperialism, liberation, neo-colonialism.

Introduction

Le thème de notre réflexion qui s'amorce ici vise à faire le bilan des rapports de l'Afrique avec les puissances impérialistes et à dresser des perspectives. J. Ki-Zerbo (1978) montre que dans le commerce avec les puissances impérialistes, l'Afrique a été plus violentée que partenaire. L'impérialisme, qui est la tendance naturelle du capital à conquérir de nouveaux marchés, a contribué à piller l'Afrique de ses ressources humaines (traite négrière) et de ses ressources naturelles (colonialisme et néocolonialisme). Comme l'ont montré Marx et Engels (1962), la bourgeoisie a envahi le globe entier, poussée qu'elle est par le besoin de débouchés toujours nouveaux. Il lui fallait et il lui faut encore s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. Mieux,

L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les États, des rapports basés sur la lutte pour le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la « lutte pour les territoires économiques. (V. Lénine, 1979)²³⁸

Depuis que la lutte pour les colonies s'est engagée entre les puissances impérialistes, on a assisté et on assiste encore à des

²³⁸ P. 123.

guerres d'occupation et des guerres de rapines en Afrique. Face à cette violence négatrice, à la confiscation de l'indépendance des États africains, les peuples africains ont mené et mènent encore des luttes pour leur liberté et souveraineté véritables (F. Abbas, 2011a). Mais comment faut-il s'y prendre pour que les luttes actuelles en cours contre l'impérialisme puissent être victorieuses et conduire à de nouvelles orientations dans les relations entre l'Afrique et le reste du monde ? En quoi la traite négrière a contribué à faire piller les richesses et les ressources humaines par les puissances impérialistes ? En quoi la colonisation a-t-elle consisté à faire piller les ressources naturelles des pays colonisés par les puissances colonisatrices ? Le néocolonialisme n'est-il pas au fond une continuation de la domination et de l'exploitation des États et peuples africains par des mécanismes en apparence moins violents ? La sortie de l'impasse dans laquelle se trouve l'Afrique de nos jours ne nécessite-t-elle pas une dénonciation des accords léonins qui entravent la souveraineté des États et des peuples africains et par la renégociation de nouveaux accords de partenariats mutuellement bénéfiques à toutes les parties ?

Pour répondre à ces questions, nous avons formulé les hypothèses suivantes. Notre hypothèse principale est la suivante : Dans ses rapports avec les puissances impérialistes, l'Afrique a été violente, humiliée, dominée et exploitée jusqu'à nos jours. De cette hypothèse principale, nous avons formulé les hypothèses secondaires suivantes : notre hypothèse secondaire n°1 est : La traite négrière a consisté à piller l'Afrique de ses ressources naturelles et humaines ; notre hypothèse secondaire n°2 est : La colonisation a consisté à piller l'Afrique de ses ressources naturelles ; notre hypothèse secondaire n°3 est : Le néocolonialisme consiste à mettre en place des mécanismes pour continuer la domination et l'exploitation de l'Afrique par les puissances impérialistes.

Pour résoudre notre problème de recherche, nous avons d'abord procédé à une recherche documentaire en vue d'identifier les ouvrages et articles qui nous permettent de mieux cerner notre problématique de recherche et de vérifier nos hypothèses. Ensuite, nous avons lu les documents retenus en vue de sélectionner les informations pertinentes pour traiter notre thème. Enfin, pour la

rédaction de notre article, nous nous sommes grandement inspirés de la conception marxiste des relations internationales et notamment de la théorie sociale. Ce faisant, nous avons convoqué dans le premier moment de notre réflexion les travaux d'éminents historiens pour montrer que dans ses rapports avec les puissances impérialistes, l'Afrique a été violentée, dominée, exploitée jusque-là. Mieux elle a été traumatisée (F. Fanon, 2002) et a développé un complexe d'infériorité (F. Fanon, 1952). Ensuite, nous avons fait appel aux travaux des différentes sciences humaines et sociales (Histoire, Sociologie, Psychologie, Économie, Philosophie) pour nous permettre de mieux cerner les phénomènes colonial et postcolonial et leurs conséquences sur l'Afrique. Dans les lignes qui suivent nous nous proposons de montrer que, face aux conséquences douloureuses de la colonisation et du néocolonialisme, les États et les peuples africains se sont organisés et se sont battus d'abord pour conquérir leur indépendance, puis actuellement, pour dénoncer et combattre les menées des puissances impérialistes en Afrique ; ils se battent pour leur libération totale du joug du néocolonialisme et pour leur souveraineté véritable. Enfin, pour finir, nous insisterons sur la nécessité pour les États et peuples africains de prendre leur responsabilité pour dénoncer les accords léonins qui aliènent leur souveraineté et de renégocier de nouveaux partenariats basés sur le respect mutuel, en un mot, un partenariat gagnant-gagnant.

1. L'impérialisme et ses mécanismes d'exploitation de l'Afrique

Notre analyse dans cette section s'inspirera grandement des travaux de K. Marx, de V. Lénine, de J. Schumpeter et de H. Arendt. Si le premier n'a pas consacré un ouvrage exclusif à l'analyse de l'impérialisme, les trois derniers, quant à eux, y ont consacré chacun un ouvrage dont les titres sont assez éloquentes en eux-mêmes. Avant donc de dire comment l'impérialisme a pillé les ressources de l'Afrique, a violenté et traumatisé sa population, nous commencerons par dire ce qu'est l'impérialisme. Pour ce faire, nous nous référons aux analyses que font K. Marx et F. Engels (1962) dans le *Manifeste du parti communiste*, pour le définir comme la tendance naturelle qu'a le capitalisme d'annexer de nouveaux marchés. Selon eux, poussée par le besoin de nouveaux débouchés, la bourgeoisie envahit

le globe entier en cherchant à s'implanter partout, à exploiter partout, à établir partout des relations. C'est ainsi qu'elle a donné un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays, et cela au grand désespoir des réactionnaires.

Tel que décrite ici par K. Marx et F. Engels, cette tendance à l'annexion de nouveaux débouchés pour produire et écouler ses produits, ce processus de mondialisation de l'économie libérale a poussé la bourgeoisie naissante en Europe au commerce triangulaire, avec comme conséquence la traite négrière, puis à la colonisation. Loin de s'arrêter, cette propension de la bourgeoisie à conquérir de nouveaux marchés, à trouver des matières premières et de la main d'œuvre abondantes et moins chères, l'a conduite à mettre en place des mécanismes complexes de poursuite du pillage des ressources des États africains : c'est ce que nous appelons le néocolonialisme. Comme l'a dit très à propos J. E. Stiglitz (2003) dans *Quand le capitalisme perd la tête*, la politique économique extérieure américaine était dictée par toute une gamme d'intérêts particuliers, avides d'utiliser la suprématie mondiale toujours plus nette des États-Unis pour forcer les autres pays à s'ouvrir à leurs produits, et ce à leurs propres conditions. Cette annexion des nouveaux marchés, on le sait bien, peut être négociée ou forcée. C'est pourquoi, V. Lénine (1979) dira que « l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme », c'est-à-dire que c'est à son niveau de développement le plus avancé que le capitalisme devient l'impérialisme. C'est pourquoi il définit l'impérialisme comme le stade monopoliste du capitalisme. Toutefois, cette définition, bien que pertinente, nous semble insuffisante si on n'y intègre pas la tendance du capitalisme monopoliste à l'agressivité et aux conquêtes coloniales. Après avoir relevé les caractéristiques essentielles de l'impérialisme, V. Lénine (1979) en vient à donner la définition suivante :

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé

entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.²³⁹

Avec cet éclaircissement, on comprend alors pourquoi les guerres impérialistes se sont multipliées tout au long de l'époque contemporaine. Toutes ces guerres ont un fondement commun : la conquête de nouveaux marchés pour le capital financier qui ne peut plus s'épanouir amplement dans les limites territoriales d'un État-nation. Il est donc suffisamment clair que l'impérialisme conduit inéluctablement à la guerre. Dans le même sens, J. Schumpeter (1984) définit l'impérialisme comme la disposition, dépourvue d'objectifs, que manifeste un État à l'expansion par la force, au-delà de toute limite définissable. Ce n'est pas Hannah Arendt qui dira le contraire, elle qui conçoit l'impérialisme comme la tendance à l'expansion des puissances coloniales et à l'annexion des États-nations par des États-nations rivales. L'expansionnisme est ce que Hannah Arendt (1982) appelle l'impérialisme d'outre-mer ou impérialisme colonial. Les mouvements annexionnistes sont appelés par elle, impérialisme continental. L'impérialisme colonial vise à conquérir de nouveaux marchés, à permettre l'expansion du capital. L'impérialisme continental, quant à lui, se fondant sur une revendication identitaire, sur la revendication d'une identité nationale, vise l'annexion des États-nations où vit dispersée, la race au nom de laquelle une nation agresse d'autres. Cette annexion, cette conquête des autres nations vise à créer, en définitive, un État-nation homogène et souverain. Pour Hannah Arendt, les mouvements annexionnistes de l'Allemagne nazie et de la Russie soviétique sont des exemples éloquentes de cet impérialisme continental. Ce qu'il faut ajouter, c'est que l'impérialisme, surtout l'impérialisme colonial est intimement lié à la politique bourgeoise. En effet, H. Arendt (1982) montre clairement que l'impérialisme naquit lorsque la classe dirigeante détentrice des instruments de production capitaliste s'insurgea contre les limitations nationalistes imposées à son expansion économique. En un mot, le mouvement expansionniste devait permettre aux puissances impérialistes de faire prospérer leurs économies nationales au détriment de celles des pays colonisés.

²³⁹ P. 146.

Dans le cas des pays africains, les formes ultimes de l'impérialisme qu'ils ont subies, vécues, que sont la traite négrière, la colonisation et le néocolonialisme ont suscité plusieurs types de réaction. Il eut d'abord la condamnation et l'abolition de l'esclavage en général, puis de la traite négrière en particulier. Il y eut ensuite les luttes pour les indépendances qui furent en général pacifiques, sauf quelques cas des colonies de peuplement comme l'Algérie. Et enfin, il y a de nos jours les luttes pour l'émancipation totale des pays africains.

1.1. L'Afrique face à la traite négrière

Il faut commencer par préciser que nous ne voulons nullement ici remuer le couteau dans les vieilles plaies en rappelant ce que la traite négrière a coûté à l'Afrique noire. Elle a consisté littéralement en un pillage savamment orchestré des ressources naturelles et humaines de l'Afrique noire. Commençons par faire observer que l'esclavage a été pratiqué d'abord en Afrique par les Africains eux-mêmes sur d'autres Africains. En effet, selon M. Godelier (1975), dans certaines sociétés pastorales africaines, en particulier chez les Touaregs, l'esclavage est un phénomène sinon actuel, du moins très récent. Pour justifier cet état de fait, notre auteur affirme que sans les secours de bergers captifs spécialisés dans la garde des animaux, les enfants des familles libres négligent parfois l'entretien des troupeaux, répugnant à vivre de longs mois loin des campements, avec les moutons et les chameaux. En outre, s'il faut ajouter que la traite négrière a été précédée de l'esclavage pratiqué par les Arabes sur les Africains noirs, il ne faut pas oublier qu'elle a contribué à déconstruire et l'économie et la démographie africaines. Bien plus, elle a encouragé les rois africains à bradé leurs biens les plus précieux et les bras valides aux négriers. C'est du reste ce que confirme J. Ki-Zerbo (1978) en révélant que contre les produits européens de moindre valeur, généralement de qualité vulgaire, les négriers demandaient des peaux, de la gomme, de l'ivoire, de l'or et surtout des nègres. En outre, J. Ki-Zerbo (1978) précise de façon consternante que si l'on considère que chaque nègre tiré d'Afrique lui coûte au moins cinq autres individus morts dans la bataille, dans les longues marches, ou par le désespoir, on reconnaîtra avec une

juste indignation que la cupidité de l'Europe a ravi à l'Afrique au moins soixante millions d'habitants.

Comme on peut le constater, la traite négrière a permis à l'Occident de piller non seulement les richesses naturelles de l'Afrique, mais aussi et surtout ses ressources humaines, ses bras valides. En effet, les esclaves étaient prélevés parmi les jeunes les plus robustes, afin qu'ils puissent arrivés sains et saufs dans les plantations en Amérique, qu'ils soient les plus productifs, les plus industriels et les plus rentables possibles. C'est pourquoi J. Ki-Zerbo (1978) insiste sur la gravité du pillage du continent africain de ses ressources humaines en affirmant :

Queneuil, dans sa thèse sur la traite des Noirs, arrive au chiffre total de quatre-vingt millions. Ducasse à cent millions. On peut donc considérer qu'environ cent millions d'hommes et de femmes ont été arrachés à l'Afrique depuis le XV^e siècle, cinquante millions étant un minimum. Si l'on rapporte ces chiffres, non à la population actuelle de l'Afrique noire, mais à la population des XVIII^e et XIX^e siècles, on verra l'importance de la ponction humaine subie par l'Afrique noire.²⁴⁰

Par ailleurs, la traite négrière a engendré la dislocation des grands empires noirs de l'Afrique de l'ouest comme la Fédération ashanti, le royaume du Dahomey, le royaume du Bénin, etc. En effet, I. B. Kaké (1977) montre que derrière la façade souvent brillante d'États en pleine ascension se dessinent déjà, au début du XIX^e siècle, les conséquences désastreuses du trafic négrier et de l'hégémonie commerciale des Européens. Comme l'a montré avec beaucoup d'emphase, M. D. Leydimen (2021),

L'Afrique reste le continent le plus humilié et le plus oppressé depuis des siècles. Cette souffrance a commencé par la traite arabo-musulmane qui a débuté en 652 et a continué jusque vers les années 2000 (13 siècles). Cet esclavage a fait plus de 17 millions de déportés noirs. Ensuite, il s'est ensuivi quatre siècles d'esclavage mené par l'Occident (commerce triangulaire). Celui-ci a duré de 1451 à 1870. Il a engendré comme conséquence la déportation de plus de 13 millions de Noirs. Après ces deux traites

²⁴⁰ P. 218.

odieuses, c'est la colonisation qui a suivi. Celle-ci a duré deux siècles. Tous ces maux dont souffre l'Afrique demeurent irréparables.²⁴¹

En un mot, la traite négrière a permis de piller l'Afrique pour développer l'Europe et les Amériques. Mais qu'en est-il du colonialisme et du néocolonialisme ?

1.1.2. L'Afrique face au colonialisme et au néocolonialisme

Notre propos dans cette partie vise à montrer le caractère inique et brutal du colonialisme et celui pernicieux et malveillant du néocolonialisme. Pour ce faire, nous commençons par faire remarquer que la colonisation a été violente et la néocolonisation souple mais nuisible. Leurs objectifs poursuivis sont les mêmes : piller les ressources naturelles de l'Afrique, la dominer, l'exploiter, l'empêcher par tous les moyens de se développer. Pour les besoins de la réflexion en cours, nous montrerons dans un premier moment l'impact du colonialisme et de la colonisation sur l'Afrique. Dans un second moment, nous mettrons en exergue les inconvénients du néocolonialisme en l'Afrique.

Le colonialisme est la justification idéologique et philosophique de la colonisation. Autrement dit, le colonialisme est l'ingérence la plus grossière d'un État dans les affaires intérieures d'un autre État dans le but de remettre en cause sa souveraineté et son indépendance. La colonisation est l'occupation d'un État par un autre. L'occupation de l'Afrique par les Européens après la conférence de Berlin sur l'Afrique, tenue de novembre 1884 à février 1885, s'est faite par la guerre. Selon J. Berque et *al.*, (1965), la colonisation n'est rien d'autre qu'un mouvement d'expansion historique de la civilisation industrielle aux États non-industrialisés. Pour justifier cette politique extérieure honteuse qu'a été la colonisation un nombre impressionnant de stratagèmes furent inventés. Dans ce sens, affirme A. Mbembe (2020), l'action missionnaire était fondée sur deux piliers : la réfutation des fondements métaphysiques des cultes autochtones et, là où cela était nécessaire, la répression religieuse aux fins de conversion. Bien plus, selon A. Mbembe (2000a) dans leur

²⁴¹ P. 15.

tentative de justifier idéologiquement et philosophiquement la colonisation, les colonialistes se sont servis de structures conceptuelles et des représentations fictives qui leur ont précisément servi à dénier aux sociétés africaines toute consistance historique. Dès lors, ils pouvaient user de toutes sortes d'arbitraire pour gérer les colonies. C'est justement dans ce sens que A. Mbembe (2020a) affirme que l'État colonial n'excluait ni l'exercice de la force brute contre l'indigène, ni la destruction des formes d'organisation sociale qui lui préexistaient, ni même leur récupération à des fins autres que celles pour lesquelles elles furent autrefois ordonnées.

C'est contre ces justifications maladroites et ces arbitraires de la colonisation que s'est élevé A. Césaire (2004) en rappelant les crimes les plus odieux de la colonisation qui révèlent son caractère déshumanisant et méprisant. En somme, les conquêtes coloniales ont globalement visé l'exploitation des richesses des colonies au profit de la métropole. Bien plus, elles ont aussi visé à exploiter de façon éhontée la main d'œuvre abondante et gratuite des pays colonisés. Qu'on se rappelle l'institution des travaux forcés dans les colonies pour la construction des chemins de fer. Mais qu'en est-il du néocolonialisme ? En quoi consiste-t-il ?

Selon K. Nkrumah (1973), il est indispensable d'étudier et de comprendre le néo-colonialisme, ses méthodes, ses mécanismes complexes en vue de faire cesser l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des pays en voie de développement. Mais en quoi consiste le néo-colonialisme ? Quels sont les mécanismes qu'il utilise pour perpétuer le système colonial sous des formes nouvelles ? Selon K. Nkrumah (1973), le néo-colonialisme désigne l'ensemble des tentatives des grandes puissances pour perpétuer le colonialisme tout en prônant et reconnaissant formellement leur indépendance et souveraineté. Au premier rang des néo-colonialistes, K. Nkrumah cite les États-Unis qui ont longtemps dominé l'Amérique latine avant de se tourner vers l'Europe puis vers le reste du monde, notamment après la seconde guerre mondiale. À cet effet, ils mirent en place les tentacules de la pieuvre de *Wall Street* dont la force provient d'un phénomène appelé « Le Gouvernement invisible », né de la liaison entre *Wall Street* et le Pentagone. Le but recherché, dit K. Nkrumah (1973), est de rétablir le colonialisme tout

en prêchant l'indépendance. Mais quels sont les mécanisme mis en place par le néo-colonialisme pour perpétuer le système colonial ? Selon K. Nkrumah (1973), le contrôle du capital international sur les marchés mondiaux, ainsi que sur les prix des marchandises qui y sont vendus ou achetés constitue le premier mécanisme utilisé par le néo-colonialisme pour continuer à exploiter les pays en voie de développement. Un deuxième mécanisme utilisé par le néo-colonialisme est l'utilisation de taux d'intérêts élevés. Des chiffres de la *World Bank* pour 1962 montrent que 71 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine avaient envers l'étranger des dettes de quelque 27 000 millions de dollars, sur lesquelles ils payaient en intérêts et charges environ 5000 millions de dollars. Outre ces mécanismes ci-dessus rappelés, K. Nkrumah (1973) évoque un autre piège néo-colonialiste sur le front économique connu sous le nom d'« aide multilatérale » par l'intermédiaire d'organisations internationales comme le Fonds monétaire internationale et la Banque mondiale. Ces organismes, dit K. Nkrumah (1973), obligent les emprunteurs à se soumettre à diverses conditions offensantes, telles que la fourniture de renseignements sur leur économie, la soumission de leur politique et de leurs plans à l'approbation de la Banque mondiale et l'acceptation de la supervision de leur utilisation des prêts.

À côté de ses mécanismes classiques de perpétuation du système colonial, le néo-colonialisme utilise certaines méthodes pour déjouer la vigilance des États et peuples africains. Entre autres, K. Nkrumah (1973) évoque des méthodes comme le fait de conserver, lors du départ des colonialistes, différentes sortes de privilèges portant atteinte à la souveraineté des États africains dits indépendants : le droit d'installer des bases militaires, de faire stationner des troupes dans les territoires des anciennes colonies, ou de fournir un certain nombre de « conseillers » de toutes sortes. Dans ce sens, souligne K. Nkrumah (1973), même les scénarios des films d'Hollywood sont des armes. Il suffit d'écouter les applaudissements des spectateurs africains quand les héros hollywoodiens massacrent les Indiens ou les Asiatiques pour se rendre compte de la puissance d'un tel moyen. Bref, les autres moyens non moins efficaces utilisés par les néo-colonialistes pour perpétuer leur domination, c'est aussi l'énorme presse des monopoles, l'évangélisme, le cinéma, les

agences d'espionnage, la création du Corps de la Paix par les États-Unis, la création de corps d'hommes d'affaires qui travailleront dans les pays en voie de développement, etc.

On le voit bien : le néo-colonialisme, tel que décrit par Nkrumah, vise à perpétuer le système colonial, la domination et l'exploitation coloniales dans les anciennes colonies. En tant que nouvelle forme de colonisation, le néo-colonialisme a consisté aussi à reproduire le modèle de l'État colonial à l'époque postcoloniale. C'est ce que soutient (A. Mbembe, 2020b) : « La pratique générale du pouvoir s'est, cependant, globalement située dans la continuité de la culture politique coloniale et dans le prolongement des aspects les plus despotiques des traditions ancestrales, elles-mêmes réinventées pour la circonstance. »²⁴² En outre, le néo-colonialisme s'est aussi révélé aux États et peuples africains sous formes d'injonctions données par le Fonds monétaire internationale et la Banque mondiale au tournant des années 1990. Ces injonctions ont consisté en des contraintes résultant de la mise en œuvre des plans d'ajustement structurels proprement dits. Selon A. Mbembe (2020b), ces programmes d'ajustement structurel ont conduit à la chute du produit intérieur brut de la plupart des pays africains.

En plus des programmes d'ajustement structurel imposés aux pays africains dans les années 1990, une autre pratique néocoloniale est dénoncée par J. Ziegler (1976) : c'est l'exode de capitaux organisé par les classes riches et dirigeantes des pays pauvres. Ces exodes de capitaux sont l'œuvre des dirigeants africains en complicité avec l'organisation bancaire helvétique qui joue le rôle indispensable de receleur pour le système impérialiste mondial. En plus du secret bancaire qui n'est qu'un aspect des mécanismes qui lui permettent d'assumer ce rôle, il faut en mentionner deux autres : les arrangements fiscaux et les rouages du contrôle public sur les banques. Pour finir, il convient de citer la Françafrique comme l'une des formes les plus visibles du néocolonialisme de nos jours. Selon, F.-X. Verschave (2000), la Françafrique est toujours une réalité en Afrique : ses agressions continuent, son oppression se renouvelle.

²⁴² P. 110.

Pour cela, les réseaux et lobbies mutent, comme des virus grippaux. Elf, par exemple, va se cacher sous l'écran Total. Bolloré prend partiellement le relais. Les réseaux se recomposent. On assiste à l'essor des vrais-faux mercenaires. Pour en finir avec la confiscation des indépendances africaines, il faut observer au plus près ces mutations. Outre la présence de ses bases militaires en Afrique, la France impose à certaines de ses ex-colonies une monnaie asservissante : le franc CFA. Comme l'ont montré F. Pigeaud et N. S. Sylla (2018), par un incroyable tour de force, la France a réussi à garder en l'état l'empire monétaire bâti autour du franc CFA, alors que les pays africains accédaient officiellement à la souveraineté internationale. Si bien que l'on parle aujourd'hui du franc CFA comme d'une « relique coloniale », d'un « vestige du colonialisme » ou, tout simplement, d'une « monnaie néocoloniale ».

Comme on peut le voir, le colonialisme et le néocolonialisme ont été utilisés par l'impérialisme pour piller les ressources de l'Afrique et la maintenir dans le sous-développement. Mais les États et les peuples africains se sont organisés pour rejeter cette exploitation et domination injustes de l'impérialisme.

2. Les luttes anti-impérialistes et la libération de l'Afrique

Ici, notre propos se contentera de rappeler les luttes que les pays africains ont mené pour conquérir leur indépendance et celles qui sont en cours pour conquérir une véritable souveraineté pour les États et les peuples africains. Si les luttes pour les indépendances ont connu beaucoup d'insuffisances et ont permis de remplacer les colons blancs par des colons noirs, il faut prendre des précautions pour éviter que les luttes en cours pour conquérir une véritable émancipation de l'Afrique et sauvegarder la souveraineté des États et des peuples africains ne connaissent pas le même sort. Il faut s'armer de clairvoyance pour que ces luttes soient victorieuses. Mais quelles sont les mesures concrètes qu'il faut prendre pour que ces luttes soient victorieuses ?

2.2. Les luttes pour les indépendances et leurs limites

C'est peu de dire que les luttes pour la conquête des indépendances ont été dévoyées dans beaucoup d'États africains par les leaders politiques de l'époque. C'est ce que soutient aussi J. Ziegler (1975) :

Quinze ans après la décolonisation des principaux États africains, où sont l'espoir, la lumière ? J'ai été façonné, porté, guidé par les promesses des luttes de libération anticoloniales. Je dois aujourd'hui procéder à un réexamen. Dans la plupart des États décolonisés règne la dictature de militaires ou des bourgeoisies compradore. L'indépendance de ces États est largement fictive.²⁴³

Sans nier l'apport indéniable des intellectuels, des partis politiques, des syndicats et des associations d'étudiants progressistes à ces luttes, il faut reconnaître que beaucoup de leaders politiques qui les ont conduites ont été des traites à la cause africaine. Ainsi, on a assisté à l'avènement des indépendances formelles dans les anciennes colonies dès la fin des années 1950 et le début des années 1960. Mais que faut-il entendre par indépendance ? Pour J. Berque et al., (1965), l'indépendance se situe à un niveau juridico-politique et consiste en la reprise d'une souveraineté internationale et interne totale. Pour y accéder, les États et les peuples africains ont dû mener des luttes politiques acharnées et parfois armées.

Face aux luttes parfois violentes du peuple algérien, certains proposèrent même d'exterminer tout ou partie des « Arabes » au motif que, appartenant à une race inférieure et rebelle à la civilisation, ils devaient être anéantis. (Le Cour Grandmaison, O., 2005). Dans ce sens dit F. Abbas (2011b), l'Arabe faisait l'objet de toutes sortes de mépris, d'intimidation et d'humiliation. Bien plus, dit F. Fanon (2006), les colonialistes, dans leur propagande, disent au peuple français que la France ne peut pas vivre sans l'Algérie. De même, les anti-colonialistes français disent aux Algériens que l'Algérie ne peut pas vivre sans la France sans même que les démocrates français ne s'aperçoivent du caractère colonialiste, ou, pour employer un concept nouveau, néocolonialiste de leur attitude. Cette attitude ambivalente des anti-colonialistes français est

²⁴³ P. 14.

l'expression du désir inconscient de perpétuation de la domination coloniale sous d'autres formes. C'est justement contre ces nouvelles formes de domination coloniale que s'érigent les États et les peuples africains pour leur émancipation véritable.

2.2.1. Les luttes pour la souveraineté des États et des peuples africains

De nos jours, on assiste à un mouvement encore embryonnaire en construction contre le néocolonialisme et ses valets locaux. Ce mouvement en construction engendre des luttes par-ci et par-là pour la souveraineté pleine et entière des États et des peuples africains sur leurs ressources naturelles et leurs politiques économique, éducative, sanitaire et culturelle. Ces luttes sont pour le moment insuffisamment structurées, conduites en majorité par des organisations de la société civile et soutenues parfois par des partis politiques progressistes. C'est pourquoi, il nous semble impératif de mieux les structurer afin qu'elles puissent atteindre les objectifs escomptés. En menant individuellement la lutte pour leur souveraineté, les États africains se condamnent à échouer. S'ils veulent réussir, ils ont intérêt à s'unir. Pour ce faire, il faut remédier à la balkanisation de l'Afrique par la construction d'un État fédéral à l'échelle du continent. Car comme le dit J. Ziegler (1975) la principale faiblesse de l'Afrique dans les relations internationales est sa balkanisation. En effet, dit-il, l'Afrique est le plus morcelé de tous les continents. Elle ne compte pas moins de cinquante-cinq États. La plupart d'entre eux sont des formations sociales faibles, mal assurées, sujettes aux coups d'État, aux conflits ethniques, menacées constamment par le désordre, la déraison, la dictature d'un homme ou d'un groupe.

Il résulte de ce qui précède que l'Afrique doit s'unir ou périr. Dans ce sens, il faut renforcer les processus d'intégration économique sous-régionale et régionale. Il faut les pousser à bout en allant à une véritable unité économique et des peuples africains. Pour le dire dans les termes consacrés, il faut faire de la libre circulation des biens et des personnes dans les regroupements sous-régionaux et régionaux en Afrique une réalité vécue par les populations. Bien, plus, l'Afrique doit s'unir pour constituer une force qui compte dans le concert des nations. Dans ce sens, il faut reprendre et pousser à

son terme le projet de l'unité africaine de K. Nkrumah (1994) dans *L'Afrique doit s'unir*. En effet comme l'a montré Nkrumah (1994) le plus grand danger que court actuellement l'Afrique est le néo-colonialisme et son principal instrument est la balkanisation.

Pour sortir de cette impasse, K. Nkrumah (1994) propose aux jeunes États africains de s'unir : « Si nous ne nous unissons pas et ne combinons pas nos ressources militaires pour la défense commune, les États particuliers, se sentant en danger, risquent d'être entraînés à conclure des pactes avec des Puissances étrangères, pactes qui nous mettrons tous en danger. »²⁴⁴ Bien plus, K. Nkrumah (1994) conseille aux États africains nouvellement indépendants de mutualiser leurs moyens financiers pour amoindrir les coûts de l'entretien d'une force militaire en vue de se défendre contre les agressions des puissances impérialistes. Selon lui, il est impérieux pour les États et les peuples africains de s'unir car l'entretien d'une grande force militaire impose une lourde charge, même aux États les plus riches. Pour de jeunes États africains, qui ont grand besoin de capitaux pour leur développement intérieur, il est ridicule que chaque État veuille porter individuellement cette charge, alors qu'elle peut si aisément être allégée quand on la partage. Pour finir, K. Nkrumah (1994) insiste sur la nécessité et l'importance de l'unité africaine en donnant des exemples réussis comme ceux des États-Unis et de l'Union soviétique d'alors. Selon lui, les États et les peuples africains doivent s'inspirer de ces exemples historiques ; car, dit-il, on a vu dans le cas des États-Unis, comment les éléments dynamiques de la société avaient compris le besoin d'unité et mené une guerre civile cruelle pour maintenir l'unité politique, menacée par les forces réactionnaires. De même, insiste-t-il, on a vu également, dans le cas de l'Union soviétique, comment la création d'une unité continentale n'impliquant pas l'abandon de la souveraineté nationale des États fédérés a donné un dynamisme qui a fait passer cette société, en un temps remarquablement court, d'un retard extrême à une puissance extrême. K. Nkrumah (1994) en conclut que les deux exemples ci-dessus rappelés prouvent qu'en Afrique, il y a les ressources réelles et potentielles, permettant de fonder le genre de société que les États

²⁴⁴ P. 252.

et peuples africains désirent fonder. Ce projet tel qu'il est mis en œuvre actuellement au niveau de l'Union Africaine (UA) a été vidé de son essence. On le voit bien, l'UA, au lieu de fonctionner comme un État fédéral continental, fonctionne comme l'Union Européenne (UE) qui n'a pas un statut d'État fédéral. Bien plus, elle n'est même pas arrivée à adopter une monnaie commune, un marché intérieur commun, une politique extérieure commune, etc. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut recadrer l'UA en reprenant le projet ambitieux de l'unité africaine de K. Nkrumah en s'appuyant sur les propositions pertinentes qu'a fait Cheikh Anta Diop (1974) dans *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire* et dans *L'unité culturelle de l'Afrique noire* en 1982. Il faut aussi prendre en compte les propositions faites par Hamed Sékou Touré (1982) dans *Des États-Unis d'Afrique*. En effet, selon H. S. Touré (1982), nos grands-parents étaient unis. Ce sont les colonisateurs qui les avaient divisés, les avaient modelés selon leurs conceptions de la vie, selon leurs intérêts afin de les dominer. Ainsi, les barrières qui n'existaient pas avant, se dressent maintenant entre nos différents États. Mais, nous devons savoir que ce système inique imposé à nos grands-parents, n'a jamais été ni souhaité, ni accepté par eux.

Toutes ces propositions visent à montrer que les États africains pris individuellement ne pèsent pas dans les relations internationales. Ils n'ont pas un poids économique déterminant dans les échanges commerciaux à l'échelle mondiale. D'où la nécessité de construire de véritables États fédéraux au niveau régional voire un État fédéral à l'échelle du continent pour espérer constituer des entités politiques économiquement viables et compétitives dans la lutte pour la survie des nations. Dans ce sens, la révolution copernicienne qu'entendaient incarner les *postcolonial studies* est encore devant nous. (J.-F. Bayart, 2010). Il est impératif que les États africains sortent des schémas que la colonisation et le néocolonialisme avaient tracés pour eux et s'inventer un avenir meilleur. Dans ce sens, insiste H. S. Touré (1982) :

Si nous voulons donc engager l'Afrique dans la voie d'une Révolution Démocratique pour la promotion de sa vie économique, politique, idéologique et culturelle, il faut que nous acceptions

résolument la lutte, le combat quotidien, pour l'Unité Africaine. Il faut, pour cela, que nous ayons dans la pensée et dans l'action cette vertu cardinale de l'homme digne, de l'homme progressiste, de l'homme de l'histoire : la constance. Il nous faut rester constants, car la versatilité avilit l'homme. L'inconstance des positions disqualifie et vulgarise un État.²⁴⁵

Dans le même sens, F. Fanon (2006) affirme que le peuple algérien ne cesse de répéter qu'il se propose de se libérer pour son propre compte, que ce qui est important pour lui c'est d'abord de reconquérir sa souveraineté, d'asseoir son autorité, de réaliser son humanisation, sa liberté économique et politique. C'est donc le chemin de la conquête de l'indépendance et de la souveraineté véritables que les États et les peuples africains doivent emprunter, si tant est qu'ils veulent avoir leurs mots à dire dans le concert des nations. Pour y arriver, il leur faut tracer leurs propres chemins et non suivre les sentiers battus, les chemins déjà tracés par les autres. Dans ce sens, il nous faut révolutionner notre système éducatif. Pour que l'éducation puisse produire les effets escomptés, il faut qu'elle soit endogène. Comme l'a montré J. Ki-Zerbo (1990), toute société qui renonce à prendre en charge sa jeunesse et à la doter des outils d'une promotion optimale, enterre son propre avenir. C'est une société suicidaire. Tel est, selon lui, le sort qui menace l'Afrique malgré les efforts considérables investis dans le secteur éducatif. Mieux, il montre que l'école doit s'appuyer sur le patrimoine africain, si tant est qu'elle veut être féconde. En effet, selon lui, l'école africaine ne peut et ne doit tourner le dos au patrimoine africain ; sinon, ce serait l'école en Afrique et non l'école africaine. L'éducation fondamentale est condamnée, pour être efficace, à s'enraciner dans le milieu, car tout déracinement implique une aggravation de la dépendance. Le grand mal de l'Afrique, dit-il, ce n'est pas que ses peuples manquent de fondation, mais que, depuis la colonisation, ils en ont été amputés.

Une autre perspective intéressante est l'introduction des langues africaines dans l'éducation en tant que langues d'enseignement et langues enseignées. L'un des facteurs clés de cette rénovation, c'est l'introduction des langues africaines dans le

²⁴⁵ P. 51.

dispositif éducatif. S'il est bien évident que cette politique linguistique présente des difficultés énormes pour sa mise en œuvre, celle-ci, par les succès éclatants qu'elle a démontrés et par l'expérience positive des pays « anglophones », s'impose comme la voie du bon sens, soutient J. Ki-Zerbo (1990). La raison principale de l'introduction des langues africaines dans le système éducatif est, selon J. Ki-Zerbo (2013), le problème de l'identité et du rôle à jouer dans le monde. Sans identité, dit-il, les Africains sont un objet de l'histoire, un instrument utilisé par les autres : un ustensile. En plus de l'introduction des langues nationales, il faut ajouter l'introduction du travail productif dans le système éducatif africain. Comme le fait observer Ki-Zerbo (1990), le travail productif constitue le second pied grâce auquel le système éducatif marcherait enfin sur ses deux pieds dans tous ses compartiments.

En somme, l'Afrique doit construire son identité culturelle, son économie et définir sa vision idéologique et politique des relations internationales. Ce faisant, elle est obligée de transformer ses matières premières en produits finis avant de les introduire dans le circuit commercial mondial. Autrement dit, elle doit refuser de brader ses matières premières aux grandes puissances industrielles. Elle doit se soucier de préserver ses immenses ressources naturelles pour les générations futures. En un mot, elle doit dénoncer tous les accords qui aliènent sa souveraineté et compromettent son développement. Elle doit enfin s'engager résolument dans la dénonciation des accords de partenariats léonins et aliénants et dans la renégociation de nouveaux partenariats mutuellement bénéfiques pour elle et ses partenaires.

3. De la dénonciation des accords léonins et aliénants à la renégociation d'accords gagnant-gagnant entre l'Afrique et ses partenaires

Ce n'est un secret pour personne : les luttes pour la conquête des indépendances en Afrique ont connu beaucoup d'insuffisances. Parmi les plus emblématiques, nous pouvons évoquer le néocolonialisme. Le néocolonialisme a consisté à remplacer le colon blanc par le colon noir, le colon étranger par le colon indigène, autochtone. Pour le dire dans le jargon marxiste, les colons blancs

sont partis, mais ils ont pris le soin de préparer leur relève en faisant élire des hommes de paille, des valets locaux de l'impérialisme à la tête des États nouvellement indépendants. Avant de partir, les colons blancs ont mis en place un système raffiné de poursuite de l'exploitation de l'Afrique à travers des accords léonins et secrets. Ces accords secrets et léonins sont les insuffisances indéniables de la lutte de nos devanciers. Ces accords aliènent la souveraineté des États et des peuples africains. Sans revenir en détails sur ces accords, on peut citer le maintien de troupes militaires dans les anciennes colonies pour protéger les intérêts des anciennes puissances colonisatrices, l'imposition d'une monnaie d'essence coloniale comme le Franc CFA et l'imposition de politiques économiques par le truchement de l'aide publique au développement, des services de la dette bilatérale et multilatérale et par le biais des institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il revient à présent aux générations actuelles et à celles à venir de jouer leur partition, d'assumer leur responsabilité devant l'Histoire en dénonçant les accords qui aliènent la souveraineté des États et des peuples africains et en renégociant de nouveaux accords gagnant-gagnant. Comme l'a signalé F. Fanon (2002) :

Chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, la remplir ou la trahir. Dans les pays sous-développés les générations précédentes ont à la fois résisté au travail d'érosion poursuivi par le colonialisme et préparé le mûrissement de luttes actuelles. Il nous faut perdre l'habitude, maintenant que nous sommes au cœur du combat, de minimiser l'action de nos pères ou de feindre l'incompréhension devant leur silence ou leur passivité.²⁴⁶

C'est pourquoi, au sortir du XX^e siècle, l'Afrique se retrouve avec deux options parmi plusieurs autres : la première est, selon A. Mbembe, (2020 b) de se projeter dans le nouveau siècle, en relevant victorieusement le défi de la productivité, c'est-à-dire en retournant à son avantage les conditions de son rapport au marché extérieur. La deuxième est un « retour » au XIX^e siècle. Le conflit avec le marché

²⁴⁶ P. 197.

mondial ne sera pas tranché au bénéfice du continent s'il continue d'être négocié dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Pour l'essentiel, ces programmes ne proposent qu'un retour aux années soixante, lorsque la structure des économies africaines en faisait surtout des exportateurs nets de produits tropicaux.

Si l'Afrique adopte la première posture, elle pourra tirer profit des nouvelles données de la concurrence internationale. Pour ce faire, les élites politiques et intellectuelles africaines doivent se démarquer de certaines théories importées et inadaptées à l'Afrique et qui ont contribué à son sous-développement. Elles doivent davantage se démarquer de certaines théories endogènes élaborées par certains dictateurs africains pour justifier leur incurie.

Comme l'a dénoncé M. S. Dione (1999), beaucoup de régimes autoritaires et sanguinaires, népotistes et néopatrimonialistes, négateurs et transgresseurs des droits et libertés au nom des finalités mythiques et mystiques de construction nationale et de développement réceptionnent et instrumentalisent les théories développementalistes ; en plus, ils mobilisent des doctrines endogènes comme l'authenticité au Zaïre ou au Togo pour conforter politiquement et idéologiquement leurs dérives oppressives et corruptives. Il est donc de ce point de vue impératif de décoloniser les mentalités des dirigeants et intellectuels africains afin que ceux-ci s'engagent de façon consciente et résolue dans la lutte pour une véritable émancipation de l'Afrique. Cette décolonisation des mentalités africaines passe aussi par la lutte contre le complexe d'infériorité qui habite la plupart des élites dirigeantes et intellectuelles africaines face à leurs pairs occidentaux. Ce faisant, les Africains doivent s'appropriier la science, la technique et les technologies qui sont des héritages de toute l'humanité. Il faut prendre en compte les travaux de Cheikh Anta Diop dans *Nations nègre et culture* (1979) et dans *Civilisation ou barbarie* (1981) où il montre l'origine africaine de l'humanité, du savoir et notamment, l'apport scientifique de l'Égypte antique pharaonique noire à la Grèce antique en particulier, pour se démarquer définitivement des idées reçues selon lesquelles la science, la technique et les nouvelles technologies seraient les créations exclusives de l'Occident. En admettant que la science, la technique, les nouvelles technologies

sont des biens communs à toute l'humanité, des produits d'une co-construction, les intellectuels et dirigeants africains doivent veiller à investir massivement dans l'éducation, la formation professionnelle et technique.

3.3. De la dénonciation des accords léonins et aliénants par les États et les peuples africains

Il est important de commencer cette section par insister sur le fait que l'Afrique ne pourra jamais se développer si elle ne dénonce pas les accords léonins et aliénants qui l'empêchent de concevoir de façon souveraine ses politiques économique, éducative, sanitaire et culturelle. Tant que l'Afrique subira les diktats des institutions financières internationales, les institutions de Breton Woods, elle ne pourra pas se développer. Tant qu'elle n'aura pas compris avec J. Ki-Zerbo (1993) que « dormir sur la natte des autres, c'est comme si l'on dormait par terre », elle ne pourra jamais se développer. Elle doit chercher à définir de façon souveraine les chemins de son développement. Pour ce faire, elle doit se libérer des accords aliénants issus de la colonisation et de la néocolonisation. Bien plus, ce sont les modes de vie et de pensée des élites africaines qu'il faut changer. Pour le dire autrement, il faut que l'Afrique trace son chemin en marchant, il faut qu'elle apprenne à se démarquer du Chemin de développement déjà tracé par les autres pour se frayer son propre chemin. Il lui faut un modèle de croissance par l'innovation, un modèle de croissance « inclusif », un modèle qui prenne en compte les générations futures en proposant de rééquilibrer les finances publiques à travers une réforme profonde des États africains et en incitant à l'innovation verte pour préserver l'environnement. En un mot, il faut un modèle de croissance résolument progressiste parce que s'attaquant aux inégalités sociales à la racine. Mais suffit-il de dénoncer les accords léonins et secrets qui aliènent la souveraineté des États et des peuples africains pour que l'Afrique puisse se développer ? Ne faut-il pas aussi envisager la renégociation de nouveaux accords de partenariat qui soient équitables et bénéfiques pour chaque partie ? À quelles conditions est-il possible pour l'Afrique de renégocier un partenariat gagnant-gagnant ?

3.3.1. De la négociation de nouveaux partenariats gagnant-gagnant

La dénonciation des accords léonins et secrets entre les États africains et leurs anciennes puissances colonisatrices doit s'accompagner d'une renégociation de nouveaux partenariats et du libre choix de leurs partenaires. C'est certes l'une des conditions indispensables du développement de l'Afrique ; mais il ne suffit pas de renégocier de nouveaux partenariats mutuellement bénéfiques pour les parties pour que l'Afrique puisse se développer. Outre la question de la renégociation de nouveaux accords, il faut que les peuples africains veillent aux questions de la bonne gouvernance, de la gouvernance vertueuse, de la juste redistribution des richesses, du libre choix des gouvernants et des politiques de développement. Ce qui implique une lutte implacable contre la mal gouvernance sous toutes ses formes et le combat sans merci des gouvernants corrompus et complices de l'exploitation de l'Afrique. Pour ce faire, les intellectuels africains doivent commencer par se défaire de leur complexe d'infériorité face aux intellectuels des autres continents. Sans en être toujours conscients, il se trouve des intellectuels africains qui ne jurent que par les théories apprises dans les universités occidentales. C'est justement ces types d'intellectuels africains que F. Fanon (1952) critique dans *Peau noire masque blanc*. En effet, selon lui, le Noir qui entre en France change parce que pour lui la métropole représente le Tabernacle ; il change non seulement parce que c'est de là que lui sont venus Montesquieu, Rousseau et Voltaire, mais parce que c'est de là que lui viennent les médecins, les chefs de service, les innombrables petits potentats – depuis le sergent-chef « quinze ans de service » jusqu'au gendarme originaire de Panissières. Il résulte de ce qui précède que les intellectuels africains se contentent souvent de ressembler aux intellectuels blancs, de parler comme eux. C'est justement ce complexe d'infériorité qu'il faut désormais déconstruire. Dans le même sens, les gouvernants africains doivent se défaire de leur complexe d'infériorité qui les amène parfois à se soumettre à leurs homologues occidentaux, à se comporter comme des valets, des lèche-bottes de ceux-ci. En somme, les Africains doivent s'émanciper intellectuellement, politiquement, économiquement et culturellement de la domination néocoloniale. C'est à ce prix et à ce

prix seulement que l’Afrique, pourra commencer à traiter d’égal à égal avec les autres continents, cessera d’être violente, exploitée, traumatisée pour devenir un véritable partenaire. Il en va de même des États et des peuples africains pris individuellement. Aussi A. Mbembe et F. Sarr (2017) peuvent-ils inviter les intellectuels africains à créer l’Afrique par-delà les stéréotypes que la colonisation a construits sur l’Afrique.

Il n’y aura d’Afrique que créée. Et pour nous, il n’y aura jamais d’autre tâche fondamentale que de rendre pensable, ou de penser cette création. En posant comme point de départ l’entrelacement et la communauté de sort entre l’Afrique et le monde, nous congédions enfin l’illusion d’une séparation toujours déjà donnée et toujours tenue pour évidente entre le signe africain et le temps du monde. C’est aussi une certaine manière de penser que nous voulions congédier, – celle qui, des siècles durant, a tenté de faire croire que l’Afrique constitue un monde à part, un hors-monde. (A. Mbembe et F. Sarr, 2017) ²⁴⁷

Il ressort de ce qui précède que la lutte pour une véritable souveraineté de l’Afrique doit reprendre de vieux combats jamais clos et en engager d’autres qu’appelle le nouveau siècle, ce qui inévitablement, revient à brouiller et à effacer des lignes afin de pouvoir en tracer d’autres. Mais quels sont les nouveaux défis que les États et peuples africains doivent relever pour se faire une place dans le concert des nations du monde ? J. Ki-Zerbo (2013) répond que si l’on compare le rôle de l’Afrique à celui des États-Unis, on verra les deux pôles de la situation dans la mondialisation : entre les mondialisateurs que sont les États-Unis et les mondialisés que sont les Africains. Pour sortir de ce statut de mondialisé, l’Afrique doit refuser de jouer le rôle que lui ont confié depuis le XVI^e siècle les puissances impérialistes : celui de fournisseur de matières premières et de consommateur des produits finis des États capitalistes. Comme l’a fait observer J. Ki-Zerbo (2013) le rôle de l’Afrique n’a jamais changé depuis le XVI^e siècle, c’est cela le problème. Certains États-nations jouent le rôle de locomotive et d’autres jouent, depuis des siècles maintenant, le rôle de wagons. Même si la locomotive

²⁴⁷ P. 7.

augmente sa vitesse, cela ne changera rien au statut des wagons ; on n'a jamais vu des wagons rattraper la locomotive ! Mais on sait qu'ils sont structurellement complémentaires du moins tant que les wagons acceptent leur statut. Par ces propos, J. Ki-Zerbo invite l'Afrique et les peuples africains à changer de paradigme dans leurs relations avec le reste du monde. Dans ce sens, les Africains doivent apprendre à penser par eux-mêmes et à penser leurs problèmes, à y trouver des solutions propres. Ils doivent refuser de penser par procuration, de penser par et grâce aux Occidentaux, d'accepter que quelque chose se pense en eux sans qu'ils ne pensent et sans qu'ils n'y pensent. En un mot, les intellectuels africains doivent accepter, dit S. B. Diagne (2017), de manière générale, penser par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Penser par soi-même n'est jamais s'interdire certains savoirs ou certains auteurs au nom du « propre ». En matière de savoirs, il n'y a pas de propre. Il faut penser les questions africaines depuis l'Afrique ? Certainement. Mais il faut s'aviser alors qu'il faut savoir partir de ces questions elles-mêmes et des exigences de méthode, de conceptualisation qui leur sont coextensives sans s'épuiser dans les préalables d'une définition introuvable du propre. Et s'aviser que, comme l'argument de notre rencontre l'indique bien, les questions africaines sont des questions planétaires. Bien plus, penser par soi-même ne nous dispense pas de mettre en chantier un universel de la rencontre qui s'inscrit dans le fait du pluriel des langues en sachant apprendre d'autres langues à partir de celle dite « maternelle ».

Pour finir sur ce point, il faut noter que l'Afrique doit concevoir son développement conformément aux attentes de ses populations. Elle doit promouvoir un développement autocentré, un développement endogène, un développement qui vise la satisfaction des besoins essentiels des Africains et non la satisfaction des desideratas de ses partenaires internationaux. Il faut qu'elle arrête d'associer le développement à la croissance comme l'a toujours fait l'Occident. En réalité, dit J. -Y. Lavoie (1986) la valeur fondamentale du développement doit se définir en termes de contenu et de bénéficiaire. Ce n'est pas le taux de croissance qu'il faut rechercher et mettre en statistique, mais plutôt pourquoi et comment se fait la production. La renégociation des nouveaux accords de partenariat doit prendre en compte cette exigence. Il faut que les gouvernants

africains mettent au-devant de tout, la défense des intérêts des populations dans tous les accords qu'ils négocient et ratifient. L'heure d'obéir béatement aux injonctions des institutions et des puissances impérialistes est révolue. Les Africains doivent désormais faire valoir leurs intérêts dans les échanges commerciaux mondiaux, dans les relations diplomatiques avec les autres États. Pour cela, il faut former des négociateurs professionnels et des diplomates avisés à qui il faut confier la négociation de tous les accords internationaux de l'Afrique avec tous ses partenaires internationaux. Ce n'est qu'à ce prix que l'Afrique recouvrira sa pleine souveraineté et sera respectée par ses partenaires et jouera un rôle prépondérant dans les relations internationales.

Conclusion

Nous nous sommes proposés de montrer que dans ses relations avec les puissances impérialistes l'Afrique a été plus violentée, exploitée, pillée que partenaire. Au terme de notre analyse, nous notons que les conséquences de la traite négrière, du colonialisme et du néocolonialisme ont été catastrophiques pour l'Afrique : économie laminée par le pillage des ressources humaines et naturelles, traumatisme infligé aux populations indigènes à cause des traitements déshumanisants, inhumains et humiliants. Tout cela a contribué à faire jouer au continent africain un rôle de seconde zone dans ses relations avec le reste du monde. L'Afrique a été plus confinée au rôle mineur de pourvoyeur de matières premières à l'économie des puissances impérialistes et celui d'un vaste marché de consommation pour les produits finis venant des économies des pays développés. De nos jours, les puissances impérialistes entendent continuer à faire jouer le même rôle à l'Afrique dans le concert des nations. Heureusement, il y a de plus en plus de jeunes Africains qui refusent cette donne et entendent se battre pour faire jouer un rôle plus important à l'Afrique dans les relations internationales. Pour ce faire, il devient impératif pour l'Afrique de dénoncer les accords léonins qui la lient à ses partenaires bilatéraux et multilatéraux. Ce faisant, elle doit renégocier des accords de partenariat respectant sa souveraineté, pour ainsi dire, gagnant-gagnant. C'est un changement de paradigme dans ses relations avec le reste du monde qui lui

permettra de sauvegarder sa souveraineté et sa dignité dans le concert des nations. Comme le souligne A. Mbembe (2013) :

Si les Africains veulent se mettre debout et marcher, il leur faudra tôt ou tard regarder ailleurs qu'en Europe. Celle-ci n'est sans doute pas un monde qui s'effondre. Mais, lasse, elle représente désormais le monde de la vie déclinante et des couchers de soleil empourprés. Ici, l'esprit s'est affadi, rongé par les formes extrêmes du pessimisme, du nihilisme et de la frivolité. L'Afrique devra porter son regard vers ce qui est neuf. Elle devra se mettre en scène et accomplir, pour la première fois, ce qui n'a jamais été possible auparavant. Il faudra qu'elle le fasse en ayant conscience d'ouvrir, pour elle-même et pour l'humanité, des temps nouveaux.²⁴⁸

Références bibliographiques

Abbas Ferhat (2011a), *L'indépendance confisquée 1962-1978*, Alger, Alger-Livres Éditions.

Abbas Ferhat (2011b), *Le jeune algérien suivi du Rapport au maréchal Pétain*, Alger, Alger-Livres Éditions.

Arendt Hannah (1998), *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme*, Paris, Éditions du Seuil.

Bayart, Jean-François (2010), *Les études postcoloniales, un carnaval académique*, Paris, Éditions Karthala.

Berque Jacques et al. (1965), *De l'impérialisme à la décolonisation*, Paris, Les Éditions de Minuit.

Blanchard Pascal, Bancel Nicolas et Lemaire Sandrine, (sous la direction de) (2006), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, Éditions La Découverte.

Diagne Souleymane Béchir (2017), « Pour un universel vraiment universel » in *Les Ateliers de la pensée. Écrire l'Afrique-Monde*, Mbembe Achille et Sarr Felwine, Paris, Philippe Rey/Dakar, Jimsaan, p.p. 70-78.

Dione Maurice Soudieck (2017), « Les impasses épistémologiques autour de l'objet Afrique. Les imprudences et impudences de l'exotisme vassalique et du narcissisme hyperbolique » in *Les Ateliers de la pensée. Écrire l'Afrique-Monde*,

²⁴⁸ P. 212.

Mbembe Achille et Sarr Felwine, Paris, Philippe Rey/Dakar, Jimsaan, p.p. 117-138.

Diop Cheikh Anta (1979), *Nations nègres et cultures*, Paris, Éditions Présence Africaine.

Diop Cheikh Anta (1981), *Civilisation ou barbarie. Anthropologie sans complaisance*, Paris, Éditions Présence Africaine.

Diop Cheikh Anta (1982), *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Paris, Éditions Présence Africaine.

Diop Cheikh Anta (1974), *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Éditions Présence Africaine.

Fanon Frantz (1952), *Peau noire masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil.

Fanon Frantz (2002), *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte ; Poche.

Fanon Frantz (2015), *Écrits sur l'aliénation et la liberté, Œuvres II*, Paris, La Découverte.

Fanon Frantz (2006), *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, La Découverte.

Godelier Maurice (1975), *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Librairie François Maspero.

Kaké Ibrahima Baba (1977), *La dislocation des grands empires. L'Afrique occidentale du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, ABC.

Ki-Zerbo Joseph (1978), *L'histoire de l'Afrique noire. D'hier à aujourd'hui*, Paris, Hatier.

Ki-Zerbo Joseph (1990), *Éduquer ou périr*, Paris, Éditions l'Harmattan.

Ki-Zerbo Joseph (1993), *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique*, Paris, Éditions Karthala.

Lavoie Jean-Yves (1986), *La gestion étrangère du développement de l'Afrique*, Québec, Presses de l'Université de Québec.

Le Cour Grandmaison Olivier (2005), *Coloniser, Exterminer : Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard.

Leydimen Mimo Dia (2021), *L'Afrique humiliée. L'enfer de la vérité*, Dakar, l'Harmattan.

Lénine Vladimir (1979), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Éditions Sociales/ Moscou, Éditions du Progrès.

Marx Karl et Engels, Friedrich (1962), *Le manifeste du parti communiste suivi de La lutte des classes en France*, Paris, Union Générale d'Éditions.

Mbembe Achille et Sarr Felwine (sous la direction de) (2017), *Les Ateliers de la pensée. Écrire l'Afrique-Monde*, Paris, Philippe Rey/Dakar, Jimsaan.

Mbembe Achille (2013), *Sortir de la grande nuit Suivi d'un entretien avec l'auteur*, Paris, La Découverte.

Mbembe Achille (2020a), *Brutalisme*, Paris, Éditions La Découverte.

Mbembe Achille (2020b), *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Éditions La Découverte.

Nkrumah, Kwamé (1994), *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Éditions Présence Africaine.

Nkrumah Kwamé (1973), *Le néo-colonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Éditions Présence Africaine.

Pigeaud Fanny et Sylla Ndongo Samba (2018), *L'arme invisible de la Françafrique, Une histoire du franc CFA*, Paris, La Découverte.

Sarr Felwine (2016), *Afrotopia*, Paris, Les Éditions Philippe Rey.

Schumpeter Joseph (1984), *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Flammarion.

Stiglitz Joseph E., (2003), *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard.

Verschave François-Xavier (2000), *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Éditions des Arènes.

Ziegler Jean (1975), *Main basse sur l'Afrique. La recolonisation*, Paris, Les Éditions du seuil.

Ziegler Jean (1976), *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris, Les Éditions du seuil.

Ziegler Jean (1988), *La victoire des vaincus. Oppression et résistance culturelle*, Paris, Les Éditions du Seuil.